

N°308
2€30

BILLETS D'AFRIQUE

JUIN 2021



MENSUEL D'INFORMATION SUR LA FRANÇAFRIQUE ÉDITÉ PAR L'ASSOCIATION SURVIE

À BAS L'IMPÉRIALISME !

Tchad / Résistance Sénégalaise / Total Ouganda

Suspension (1)

Rien ne va plus entre la France et la Centrafrique. Dans son interview fleuve au JDD (29/05), Macron a nommément accusé le président centrafricain Touadéra d'être « l'otage du groupe Wagner », le bras armé officieux du Kremlin, et il l'accuse de tolérer des campagnes médiatiques anti-françaises orchestrées par ses proches. Après avoir mis fin à l'aide budgétaire directe (10 à 20 millions d'euros), qui permet notamment au Trésor centrafricain de boucler ses fins de mois et de payer les fonctionnaires, Paris a mis un terme à sa coopération militaire et civile, à l'exception de quelques rares projets relevant de l'aide publique au développement (APD). La France fait par ailleurs campagne à Washington et Bruxelles pour être imitée par l'UE, le FMI et la Banque Mondiale (Africa Intelligence, 05/05), alors que la Centrafrique est sous perfusion internationale et que ses dépenses militaires explosent pour faire face aux rebellions réunifiées sous la tutelle de l'ancien président Bozizé. Officiellement, ces mesures de fermeté (qui prouvent que Paris n'hésite pas à faire pression sur certains régimes quand elle le souhaite...) sont temporaires et justifiées par le durcissement du pouvoir centrafricain vis-à-vis de l'opposition. En réalité, Paris ne décolère pas d'avoir été évincé par les Russes. Reste à savoir jusqu'où ira la volonté française de déstabiliser le régime Touadéra. Ce dernier a récemment médiatisé l'arrestation d'un ancien militaire français, Juan Rémy Quignolot, en possession d'armes de guerre et mis en examen pour « espionnage, détention illégale d'armes de guerre et de chasse, association de malfaiteurs, atteinte à la sécurité de l'État et complot » (Rfi, 09/06). Rien ne prouve que ce dernier était en service commandé pour le compte de la France, qui dénonce « une instrumentalisation manifeste ». Mais une chose est sûre, ce n'est pas la DGSE qui a dénoncé sa présence aux autorités...



Bulletin fondé en 1993 par François-Xavier Verschave - Directrice de la publication Pauline Tétillon - **Directeurs de la rédaction** Mathieu Lopes - **Comité de rédaction** R. Granvaud, D. Mauger, O. Töbner, Y. Thomas, R. Doridant, M. Bazin, P. Tétillon, T. Noirot - **Ont contribué à ce numéro** F. Tarrit - **Image de couverture** : Campement de touristes dans le parc national du Simien en Éthiopie, dans la zone du village expulsé de Gich (photo Guillaume Blanc) **Édité par** Association Survie, 21 ter rue Voltaire - 75011 Paris - **Tél.** (+33)9.53.14.49.74 - **Web** <http://survie.org> et <https://twitter.com/Survie> - **Commission paritaire** n°0221G87632 - **Dépôt légal** février 2021 - ISSN 2115-6336 - **Imprimé par** Imprimerie 3 A, 7 rue Marie Pia - 91480 Quincy-s-s-Sénart

Suspension (2)

Alors que le président français ne ménageait pas ses compliments à la junte militaire jusqu'à récemment, par exemple à l'occasion du dernier sommet du G5-Sahel, le ton a brutalement changé, après le « coup d'État dans le coup d'État » dénoncé par Macron (France 24, 25/05). Si l'exemple récent du Tchad montre que l'exécutif français n'est pas à un putsch près, il ne digère pas en revanche de voir mis sur la touche le président de la transition, Bah N'Daw, qu'il avait adoubié et qui était jugé, selon les mots de Macron « très rigoureux sur l'étanchéité entre le pouvoir et les djihadistes » (JDD, 29/05). Les menaces verbales de se retirer militairement du pays n'ayant pas été jugées concluantes, Macron a donc annoncé la suspension de la coopération militaire et des opérations conjointes de Barkhane avec les forces maliennes de façon « temporaire et réversible ». Dans une conférence de presse tenue le 10 juin, il a expliqué que la coopération militaire ne reprendrait que lorsque sera garantie « la clarté dans les discussions avec les groupes terroristes et djihadistes qui sont présents dans la région et donc pas de dialogue et de compromission ». Cela fait des années que le pouvoir français s'oppose aux tentatives de négociations maliennes avec Iad Ag Ghali et Ahmadou Kouffia, les deux principaux leaders djihadistes (affiliés à Al-Qaïda), alors que ces négociations sont majoritairement souhaitées par la population et la classe politique malienne pour trouver une issue à un conflit qui semble sans fin et dont les civils paient de plus en plus lourdement le prix.

Suspension (3)

Dans la foulée, Macron a également annoncé la fin prochaine de l'opération Barkhane dans sa forme actuelle. Si le président parle, dans la conférence de presse déjà citée, d'« une transformation profonde de notre présence militaire au Sahel », il ne s'agit pourtant nullement d'une rupture avec la stratégie actuelle de « guerre contre le terrorisme », qui a depuis longtemps fait la preuve de son échec. L'annonce de cette décision, alors que « les modalités et le calendrier » ne seront précisément définis que dans quelques semaines, vise sans doute à renforcer les pressions sur la junte malienne, après l'an-

nonce de la suspension temporaire de la coopération militaire. Mais le scénario est à l'étude de longue date, et aurait même dû être présenté lors du dernier sommet du G5-Sahel. Pour faire face au coût économique (près d'1 milliard d'euros annuel) et politique (une hostilité grandissante en France et en Afrique) de l'opération Barkhane, il s'agit de réduire au moins de moitié les effectifs (5100 militaires actuellement), mais de renforcer l'encadrement des forces africaines, notamment par des forces spéciales sur le terrain avec l'opération européenne Takuba que la France peine à impulser. Il s'agira aussi vraisemblablement de renforcer les bombardements aériens qui donnent aujourd'hui les meilleurs chiffres en termes de « neutralisations » des djihadistes. Rien donc qui ne laisse envisager une amélioration du terrain sur lequel prospèrent les djihadistes ou un quelconque changement de logique qui verrait la sécurité des populations placée au centre de la stratégie militaire...

Pas de suspension

À l'occasion de la présentation au parlement du rapport annuel du ministère de la Défense sur les exportations d'armes françaises, on découvre qu'en 2020, le montant des prises de commande s'est élevé à 4,9 milliards d'euros, soit 41 % de moins que l'année précédente, même si la France conserve son 3e rang mondial. Mais pas de panique, il ne s'agit ni d'un meilleur contrôle (le récent rapport des députés Jacques Maire et Michèle Tabarot sur le sujet a bien été enterré), ni d'une « tendance de fond », nous rassure le ministère des Armées. Un simple « fait du calendrier » dû à « l'absence de grands contrats supérieurs à 500 millions d'euros pour l'année 2020 » (AFP, 02/06) qui sera compensé l'année prochaine par les récentes commandes de Rafales en Grèce et en Égypte. Nous voilà rassurés. Au chapitre des « cessions gratuites » de matériel militaire (généralement usagé), on retrouve une liste de pays qui, à quelques exceptions près, correspond étrangement à celle des anciennes colonies françaises. Toute ressemblance avec une volonté de maintenir le pré carré à peu de frais serait pure coïncidence.

A l'occasion de sa dernière interview fleuve, accordée au JDD le 29 mai dernier, et consacrée au bilan de sa politique africaine, Emmanuel Macron témoigne d'une modestie sans faille. Sarkozy se vantait d'avoir sauvé la Libye, Hollande le Mali. Macron se veut le sauveur de l'Afrique tout entière et démontre, par son usage immodéré de la première personne, qu'il ne craint ni le ridicule ni les répétitions : « je lance en 2018 le partenariat mondial pour l'éducation au Sénégal » ; « j'invite les leaders africains au One Planet Summit comme à Nairobi en 2019 » ; « C'est ce qui m'a permis (...) de m'inviter à une réunion du bureau de l'Union africaine pour les convaincre de travailler avec nous, pour qu'à mon tour je puisse convaincre mes partenaires européens et du G20 de lancer l'initiative Act-A » ; etc., etc. Et pour l'avenir ? « ... plan Marshall... générosité... on efface une partie de la dette... ». Et mieux encore : « qu'on laisse sa société civile accéder aux responsabilités, qu'elle ne se laisse pas entraîner dans les réseaux de corruption et de gouvernance fermée. C'est cela mon pari », déclare sans rire celui qui assume sa présence à l'intronisation du fils Déby au Tchad. « Il faut permettre de voir émerger cette nouvelle génération partout où elle est étouffée par le pouvoir en place. » Un pouvoir – faut-il le rappeler ? – systématiquement soutenu par la coopération militaire française, tant qu'il se montre accommodant...

Pour exposer son grand projet, Macron a réuni une vingtaine de chefs d'État pour un Sommet sur le financement des économies africaines. Au menu, un soi-disant « new deal économique », pétri de vieilles recettes libérales. Il s'agit d'abord de faire respecter le « cadre commun pour le traitement de la dette souveraine » négocié par le G20, c'est-à-dire de ramener les brebis égarées par les prêts chinois dans le giron du FMI, tout en poussant aux Partenariats public-privé

(PPP), juteux pour les entreprises privées étrangères, catastrophiques pour les finances publiques africaines. C'est aussi le moyen, pour l'État français, de se poser à nouveau en interlocuteur incontournable du continent, pour consolider, voire élargir, sa sphère d'influence.

Le cas de la Conférence internationale pour le Soudan, qui a précédé le Sommet de Paris, est à ce titre exemplaire. La France aurait sauvé le Soudan en effaçant 5 milliards de dollars de créances et en lui accordant un prêt-relai de 1,5 milliard de dollar pour apurer ses arriérés envers le FMI, nous ont répété en chœur les médias français. En réalité, comme l'a rappelé le Comité pour l'abolition des dettes illégitimes (18/05), la manœuvre permet de relancer le cycle de

l'endettement tout en blanchissant la dette préexistante, juridiquement « illégitime et odieuse », essentiellement constituée d'arriérés et de pénalités, qui « n'a pas profité à la population, a été contractée avec la complicité des

créanciers, et devrait être purement et simplement annulée, sans aucune forme de conditionnalités ». En contrepartie, les banques et les entreprises françaises devront bénéficier de généreuses parts de marché. Pour ceux qui nous serinent que la France n'a plus d'intérêts économiques à défendre en Afrique, Geoffrey Roux de Bézieux, le président du Médef, se veut rassurant (Jeune Afrique, 04/06) : « il y a un effet trompe-l'œil. (...) Les chiffres sont très clairs : en dix ans, les entreprises françaises ont doublé leur stock d'investissements, passant de 20 à 40 milliards d'euros. (...) Si nos parts de marché diminuent [en proportion du total], c'est plutôt le reflet d'un marché plus grand ». L'Afrique est sauvée.

Raphaël Granvaud

LES SAUVEURS DE L'AFRIQUE

Sommaire

- 2 LES BRÈVES DE LA FRANÇA-FRIQUE
- 3 ÉDITO
- 4 PÉTROLE OUGANDAIS : mensonges, répression et coopération militaire

- 5 MACRON AU RWANDA : des excuses pour la France
- 6 TCHAD : sous le signe du militaire
- 8 SÉNÉGAL : la France face à l'anti-impérialisme
- 10 ENTRETIEN avec Guy Marius Sagna
- 12 À LIRE : Tutelle post coloniale

PÉTROLE OUGANDAIS : MENSONGES, RÉPRESSION ET COOPÉRATION MILITAIRE

Alors que Total poursuit son méga projet pétrolier en Ouganda et en Tanzanie, les oppositions s'amplifient tant au niveau local qu'international. En miroir les pressions et intimidations contre les opposants se font de plus en plus intenses, visant désormais aussi les journalistes internationaux qui se rendent sur place, le tout dans un contexte de militarisation de la zone pétrolière avec l'appui... de la France !

Le 11 avril 2021, Patrick Pouyanné, PDG de Total, s'est rendu en personne en Ouganda afin de signer trois accords majeurs avec les présidents ougandais et tanzaniens, concernant l'EACOP, l'oléoduc chauffé le plus long du monde devant acheminer le pétrole extrait aux abords du Lac Albert jusqu'à l'Océan Indien. Qualifiant ces projets « d'importants créateurs de valeur pour l'Ouganda et la Tanzanie » et s'engageant à « mettre en œuvre ces projets de manière exemplaire et en toute transparence »¹, Patrick Pouyanné s'acharne à nier les conséquences catastrophiques du projet pourtant largement documentées.

Total sous le feu des projecteurs

Après une campagne de promotion des prétendus bienfaits de son projet pétrolier pour l'Ouganda, soutenue par l'ambassade de France à Kampala (cf. *Billets* n°302, novembre 2020), Total a publié début mars 2021 des documents sur son site web pour tenter de montrer patte blanche dans la prise en compte des impacts sociaux et environnementaux du projet. En vain. Dans une note publiée le 12 avril, l'Alliance STOP EACOP, une coalition soutenue par 260 ONG ougandaises et internationales lancée début 2021, a démonté point par point les arguments de Total, en s'appuyant sur de nombreux rapports, études, témoignages. Elle met en lumière les affirmations fallacieuses de Total, qui parle de « 10 emplacements » de puits dans le parc national des Murchison Falls alors qu'il s'agit de 10 plateformes de forage mais au moins 132 puits, ou encore qui annonce la création de 58000 emplois dont 11000 emplois directs, alors qu'elle avait annoncé en 2020 à OXFAM 4000 emplois directs pendant la phase de construction, et seulement 200 à 300 sur le long terme. Forte de ces arguments, l'alliance STOP EACOP a lancé une campagne pour dissuader les plus grandes banques privées

mondiales de participer au financement pas encore bouclé du projet. Ainsi, comme d'autres banques internationales, trois des plus grosses banques françaises, la BNP, la Société Générale et le Crédit agricole, se sont publiquement engagées à ne pas suivre Total (*Les Echos*, 21/04/21).

Arrestations

Le 25 mai, alors qu'ils allaient à la rencontre des communautés impactées par le projet pétrolier, la journaliste italienne Federica Morsi accompagnée de Maxwell Atuhura, défenseur des droits travaillant pour l'ONG ougandaise AFIEGO², ont été arrêtés par les autorités locales. La journaliste italienne a été relâchée dans la journée, après avoir été menacée et priée de quitter la zone pétrolière. Maxwell a quant à lui été maintenu en détention de manière arbitraire et illégale sous prétexte de « rassemblement illégal ». Après avoir été menacé et longuement interrogé sur ses activités en lien avec des ONG internationales, il a été relâché sous caution au bout de plus de 48h. La mobilisation pour sa libération a été particulièrement importante : de la population locale réunie devant le commissariat et obligeant les autorités à transférer Maxwell dans une autre localité, à celle d'avocats ougandais, en passant par des ONG locales et internationales, jusqu'à des appels lancés par l'observatoire de la protection des défenseurs des droits de l'homme ou le rapporteur spécial des Nations Unies sur l'environnement et les droits humains. Même Total, dont l'Assem-



Maxwell Atuhura en détention le 27 mai au matin, avant sa libération. © Les Amis de la Terre France

blée Générale avait lieu à Paris deux jours après l'arrestation, s'est senti obligée de réagir : Patrick Pouyanné a déclaré avoir écrit une lettre au président Museveni à ce sujet. Il est vrai que cela fait tâche au milieu de la communication de Total, qui aura du mal à faire croire qu'elle ignore encore le caractère autoritaire de son partenaire dans ce projet.

Militarisation de la zone pétrolière

Les intimidations, menaces et arrestations contre les opposants au projet pétrolier ne sont pas nouvelles, et ne font que s'amplifier. Déjà, la création d'une police pétrolière au début du projet par le pouvoir ougandais indiquait qu'il n'entendait pas laisser de place à la contestation. C'est désormais une militarisation accrue de la zone qui est en cours. Selon *Africa Intelligence* (19/04) 600 soldats ont été positionnés dans la zone pétrolière « en appui aux Special Forces Command dans les mains du fils du président, Muboozi Kainerugaba, en charge notamment de la protection des blocs pétroliers de Total et de Cnooc ». Leur présence est justifiée par la présence d'un groupe armé de rebelles ougandais basé en RDC qui pourrait menacer les installations pétrolières. S'y sont ajoutés, toujours selon *Africa Intelligence* (24/05), 700 soldats de l'Uganda People's Defence Forces, une brigade « formée par des militaires français de la 27e brigade d'infanterie de montagne, unité alpine française ». De là à faire le lien entre la coopération militaire développée ces dernières années par la France avec l'Ouganda et la protection des installations de Total, il n'y a qu'un pas.

Pauline Tétillon

¹ Communiqué de presse de Total, 12/04/2021

² AFIEGO est une des 4 ONG ougandaises parties prenantes de l'action judiciaire menée en France contre Total

LE GÉNOCIDE RECONNU MAIS LA FRANCE EXCUSÉE

Lors de sa visite au Rwanda le 27 mai, Emmanuel Macron a su trouver des mots justes pour évoquer le génocide des Tutsis. Pour autant, il n'a pas présenté d'excuses ni de demande claire de pardon pour le rôle joué par la France. Au contraire, il a tenté de dépeindre des dirigeants français pétris de bonne volonté mais dépassés par l'engrenage du génocide. Un récit mensonger avalisé par Paul Kagame au nom d'un rapprochement voulu par les deux chefs d'État.

La brève visite d'Emmanuel Macron à Kigali le 27 mai a été un moment important pour les relations entre les deux pays : c'est seulement la deuxième fois qu'un président français se rendait au Rwanda depuis 1994, après la visite de Nicolas Sarkozy en 2010.

Le seul génocide est celui des Tutsis

Lors d'un discours solennel et soigneusement pesé, prononcé au mémorial de Gisozi où reposent les restes de 250 000 Tutsis, Emmanuel Macron a décrit le génocide dans des mots qui ont été généralement salués. Lors de la conférence de presse commune avec Paul Kagame, il a reconnu de manière ferme qu'il n'y avait eu qu'un seul génocide, perpétré contre les Tutsis. Il a ainsi enterré officiellement le mensonge énoncé par François Mitterrand lors du sommet de Biarritz en novembre 1994, selon lequel il y aurait eu aussi un génocide perpétré contre les Hutus. C'est une avancée remarquable qui contredit les discours des négationnistes dont Hubert Védrine fait régulièrement la promotion.

En ce qui concerne le rôle de la France dans le génocide, Macron a répété les termes du rapport Duclert, « responsabilité accablante », mais sans présenter d'excuses ni demander pardon aux victimes et aux survivants. Il a semblé suggérer qu'il attendait que ce pardon soit donné, sans le demander explicitement. Il n'a pas non plus détaillé les responsabilités en question (la France aurait, selon lui, été de bonne volonté, mais trop naïve et silencieuse, comme d'autres pays) ni les noms des responsables correspondant. La précédente promesse de Nicolas Sarkozy n'ayant été que très partiellement suivie d'effet, Emmanuel Macron a renouvelé la promesse de moyens pour que la justice poursuive les Rwandais suspectés de génocide réfugiés en France. « En même temps », il n'a rien dit sur les plaintes visant des Français pour complicité de génocide : financement des achats d'armes et livraisons malgré l'embargo, abandon des Tutsis de Bisesero à

leurs tueurs, viols, mercenaires. Rien sur la politique globale visant à arrimer le Rwanda à la zone d'influence française, qui a amené à soutenir la formation, le maintien au pouvoir et la fuite du gouvernement du génocide. Macron a aussi veillé à ne pas se mettre à dos les militaires français dont il a rappelé les larmes, ce qui a pu paraître déplacé à Gisozi, ce lieu consacré aux souffrances dues au génocide. Le président rwandais Paul Kagame a loué le courage de son homologue français, acceptant donc ce qui apparaît comme un compromis avec la vérité pour reprendre des relations diplomatiques et économiques.

Les affaires reprennent

Car un autre message est passé : la France reprend sa coopération diplomatique, culturelle et surtout économique avec le Rwanda. Un nouvel ambassadeur va être nommé à Kigali, les échanges liés à la francophonie seront réactivés. Surtout, la visite présidentielle a permis à la France de signer des accords bilatéraux de coopération économique, l'Agence Française du Développement prévoit de rouvrir un bureau à Kigali, la croissance économique de plus de 9% en 2020 du Rwanda intéresse les entreprises françaises. Il apparaît aujourd'hui clairement que les rapports Muse et Duclert ont servi à la reprise de ces relations, éventuellement aux dépens de la réalité des faits et de la justice (voir *Billets* n° 306 d'avril 2021 et *Billets* n° 307 de mai 2021).

Face à un Kagame qu'il admire, et qui lui a épargné de transformer sa visite au Rwanda en voyage à Canossa, on voit mal comment le président français aurait pu aborder la question des violations des droits humains régulièrement rapportées par les ONG. Dix jours plus tôt, Paris n'avait pas non plus protesté quand Kagame avait déclaré, contre toute évidence, « qu'il n'y a pas eu de crimes à l'est du Congo », commis par les troupes rwandaises (*France 24* et *RFI*, 17/05/2021). Une affirmation qui a suscité une indignation justifiée en République démocratique du Congo.

Faire toute la lumière

Cette visite au Rwanda a eu un large écho en France. Tous les partis politiques ont pris position, reprenant à minima la position officielle exprimée par Macron, à l'exception du PS et du RN qui se retrouvent à être les deux seules formations politiques à défendre encore la politique menée au Rwanda. La reconnaissance de l'implication de la France dans le génocide des Tutsis est une avancée importante, car elle déplace le débat. Désormais, il est reconnu officiellement que la France a eu un rôle négatif, et la question consiste maintenant à déterminer l'ampleur de ce rôle et à voir s'il s'agit de complicité.

Car comme le prouvent les archives et le rapport Duclert, les décideurs étaient informés de manière détaillée et en temps réel de la réalité des massacres commis au Rwanda ; ils contrôlaient correctement leurs ambassadeurs et leurs troupes, qui chacun de leur côté ont appliqué la politique française de soutien aux extrémistes hutus et à leur armée. Les documents cités par le rapport Duclert ont été rendus accessibles aux Archives Nationales de Pierrefitte. Ils sont déjà consultés par quelques chercheurs. Le matériel rendu accessible contient de nombreuses informations qui n'ont pas été exploitées par la commission. Or elles touchent à l'attentat du 6 avril 1994, aux livraisons d'armes, aux militaires restés sur place ou encore à la fuite des génocidaires, sujets insuffisamment explorés qui pourraient incriminer directement les responsables français de l'époque.

Une nouvelle page se tourne dans le travail de recherche sur la complicité de la France dans le génocide des Tutsis du Rwanda en 1994. Le point d'interrogation imposé par l'éditeur à François-Xavier Verschave en 1994 sur le titre de son ouvrage, *Complicité de génocide ? La politique de la France au Rwanda*, va maintenant pouvoir être enlevé.

Sébastien Courtois

TCHAD : SOUS LE SIGNE DU MILITAIRE

Au Tchad, après la mort d'Idriss Déby, un Conseil militaire de transition (CMT) a pris le pouvoir, piétinant la constitution. La transition démocratique, promise par le CMT et appelée par la France et la communauté internationale s'annonce bien incertaine dans un pays où, derrière le vernis démocratique des élections, le pouvoir s'appuie sur les armes depuis des décennies, et où la politique française contribue à perpétuer ce mode de fonctionnement.

La mort d'Idriss Déby, dont les circonstances demeurent opaques, est intervenue à une période bien particulière. Selon la version officielle, le président tchadien aurait été tué sur le front, lors de combats contre un groupe politico-militaire, le FACT (Front pour l'alternance et la concorde au Tchad), qui menait une incursion depuis le scrutin présidentiel du 11 avril. Ce scénario offre une voie de sortie glorieuse à un dictateur dont le pouvoir s'est construit sur des faits de guerre et la figure du militaire. La veille de l'annonce de sa mort, les résultats provisoires de la présidentielle l'annonçaient, sans surprise, grand vainqueur. La période pré-électorale avait été particulièrement marquée par les violences et le verrouillage complet de l'espace public. Cette nouvelle mascarade électorale pour un sixième mandat, 30 ans après la prise de pouvoir d'Idriss Déby par les armes, s'annonçait comme les précédentes élections au Tchad, soutenue avec complaisance par la France. Malgré l'aggravation flagrante de la dictature tchadienne, le soutien de la France est resté indéfectible.

Proximité avec le CMT

Le 20 avril, après l'annonce de la mort du chef d'État, un conseil militaire de transition (CMT), dirigé par l'un des fils d'Idriss Déby, Mahamat Idriss Déby, dit Kaka, a pris les rênes du pays. Les membres du CMT, sont issus de la DGSSIE (direction générale des services de sécurité des institutions de l'État), la Garde présidentielle, qui fait partie des troupes d'élites et qui obéissait directement à la présidence. Unité clanique, particulièrement formée et équipée, la Garde Présidentielle est bien connue par l'armée française parce qu'elle bénéficie régulièrement de formations au nom de la coopération militaire et technique française, mais aussi pour sa participation à des opérations extérieures. Ainsi, Mahamat Idriss Déby a participé au commandement du contingent tchadien envoyé aux côtés de la France au Mali en 2013. Surtout, la DGSSIE est proche

du renseignement français. Cette proximité questionne sur le niveau d'information de la France sur les tractations après la mort de Déby. Le coup d'état a été reconnu immédiatement, sans réserve, et Emmanuel Macron a eu une place de premier rang aux côtés du fils d'Idriss Déby lors des funérailles. Au vu du rôle de la France dans le pays et du soutien à l'armée tchadienne, il est fort probable que la France ait été consultée, voire même qu'elle ait eu un rôle d'influence. D'autant que la DGSSIE est indispensable à l'engagement des troupes tchadiennes dans le cadre de la lutte contre le terrorisme. La France ne peut pas se permettre de ne pas les soutenir. Depuis la prise de pouvoir, le CMT a nommé des proches de Déby, ancien piliers du régime, membres de la communauté zaghawa à des postes clés dans l'armée, le gouvernement de transition et les institutions, qui actent la perpétuation du clan au pouvoir. La diplomatie française demeure aux prises d'une vision coloniale et paternaliste, qui n'envisage le pouvoir au Tchad que par celui d'un « homme fort ».

Une transition démocratique bien incertaine

L'avalisation du coup d'état et la reconnaissance du gouvernement civil fabriqué par le Conseil de Transition Militaire verrouillent le champ politique et ne laissent que peu d'espoir de changement démocratique au peuple tchadien. La « transition » s'inscrit clairement dans la continuité du régime précédent. Le premier ministre nommé pour la composition du gouvernement civil est le dernier premier ministre d'Idriss Déby, avant la suppression de la fonction en 2018, Albert Pahimi Padacké. Le gouvernement de transition composé essentiellement des civils, intègre quelques membres de l'opposition, dont notamment Mahamat Ahmat Alhabet, secrétaire générale du PLD (parti pour les libertés et le développement), parti cofondé par Ibni Oumar Mahamt Saleh, disparu depuis 2008. Il semble qu'il s'agisse moins d'une ouverture que

d'un vernis pour apaiser les manifestations et contenter la communauté internationale. D'autant plus que si les membres du gouvernement civil ne pourront pas se présenter aux prochaines élections, aucune interdiction n'a été énoncée concernant les membres du conseil militaire de transition. Ces conditions laissent craindre une candidature de Mahamat Déby, et une probable mascarade électorale comme le pays en a déjà connu.

D'un côté le Conseil militaire multiplie des signes vers une partie de l'opposition et la société civile : rencontre avec des représentants, reconnaissance du parti de Transformateurs... D'un autre, les voix dissidentes, notamment le mouvement Wakit Tama¹ qui signifie « l'heure est arrivée », sont fortement réprimées : lors de la première manifestation contre le CMT, le 27 avril, les organisations de la société civiles ont recensé plus de 15 morts et de 600 arrestations. Depuis, les participant.es à ces manifestations, systématiquement interdites, subissent intimidations, pressions et arrestations, et la mobilisation s'essouffle. Le CMT crée une rupture entre une société civile absorbée dans la transition, sous couvert d'un dialogue, et celle exclue et réprimée, accusée de ne pas vouloir y participer. La condamnation de la répression des manifestations par Emmanuel Macron reflète l'ambivalence des propos diplomatiques. Les rendez-vous entre l'ambassade de France et des membres de la société civile, selon les témoignages recueillis par Médiapart (12/05) œuvrent dans le sens de lisser et de contenir les mobilisations sociales : l'ambassade incite au dialogue et à demi-mots, découragerait d'aller manifester. Le maintien du régime en l'état, pourvu qu'il se pare de semblants de démocratie, garantit une « stabilité » qui est un statu quo, afin d'éviter une période de troubles. A travers cette « stabilité » que soutient la France, elle assure la stabilité de sa présence au Tchad et au Sahel.

1. "L'opposition tchadienne Wakit Tama prête à un dialogue sous condition" (RFI, 09/06/21)

Soutien contre les rebelles

Enfin, le Conseil Militaire de transition exclut tout dialogue avec le FACT, malgré ses propositions. Le groupe s'est réfugié au Niger et en Libye après les derniers combats contre l'armée tchadienne. De nombreux prisonniers ont été faits et plusieurs informations circulent sur des exécutions sommaires et la maltraitance des détenus. Le FACT semble sérieusement affaibli. Mais l'annonce du ralliement d'autres groupes rebelles au FACT montre qu'il a ouvert une brèche et que de nouvelles compositions et attaques pourraient avoir lieu à moyen terme. Si les groupes rebelles avaient été moins présents depuis 2008, après le sauvetage du régime, de justesse, grâce au soutien de la France, ces groupes se recomposent depuis quelques années, notamment dans le nord du Tchad et en Libye, dont la situation géopolitique bouleverse les équilibres de la sous-région. En 2019, l'UFR (Union des forces de la résistance) a lancé une colonne vers le centre du Tchad, rapidement stoppée par des bombardements français qui l'ont détruite. Cette intervention française a eu lieu hors de tout cadre légal : hors-mandat de Barkhane, qui vise des groupes terroristes, hors du cadre des accords de coopération militaire et techniques de 1976 qui excluent toute intervention. Face à l'attaque rebelle du FACT, depuis le 11 avril, le ministère français des armées reconnaît avoir soutenu l'armée tchadienne logistiquement (ravitaillement, carburant) et surtout en fournissant du renseignement. Ces soutiens sont précieux car l'armée tchadienne mobilisée sur plusieurs fronts manque de matériels, surtout aériens. Pourtant la France n'est pas intervenue plus directement cette année comme en 2019. Le contexte pré-électoral en France aurait peut-être rendu une intervention trop scandaleuse. Par ailleurs, le risque de renversement du pouvoir n'était pas si élevé et la mort d'Idriss Déby semblerait être plutôt accidentelle ou préméditée que témoin de la puissance de frappe de ces groupes rebelles. La protection du régime Déby, en plus du soutien militaire et diplomatique, s'est aussi faite par des actions visant à fragiliser les rebelles : gel des avoirs en France de deux représentants de groupes rebelles, Mahamat Nouri (UFDD, Union des forces pour la démocratie et le développement) et Mahamat Mahdi Ali (FACT) en 2017, alors qu'ils ne figurent sur aucune liste de groupes terroristes ; en juillet 2019, visite de la DGSE à Timan Erdimi (UFR) en exil au Qatar, quelques mois après le bombardement de février 2019, pour rappeler que France n'hésitera pas à protéger Idriss Déby, mise en examen de Mahamat Nouri en juin 2019, pour recrutement d'enfants soldats

entre 2005 et 2010 (*Africa Intelligence*, 23/09/2019). Ainsi, les propos Macron aux funérailles "*La France ne laissera jamais personne menacer ni aujourd'hui ni demain la stabilité et l'intégrité du Tchad*" prennent toute leur profondeur : à l'avenir comme hier, la France se mobilisera pour sauver sa place au Tchad.

Indispensable lutte contre terrorisme

En fait de stabilité et de sécurité, il s'agit surtout de sécuriser le maintien de la présence militaire française au Tchad et dans la région, et du rôle de gendarme de l'Afrique que joue la France, lui assurant un poids dans la communauté internationale. Le Tchad occupe une place particulière pour l'armée française qui n'a jamais quitté le Tchad et en a fait un terrain militaire. Depuis 1986, dans le cadre de l'opération Eperviers, elle dispose d'une base militaire à N'Djamena et à Faya-Largeau, emplacements stratégiques de son rayonnement militaire sur le Sahel et l'Afrique centrale. Il s'agit d'une opération extérieure (opex) et non d'une base militaire : le cadre légal de cette occupation n'est pas clairement défini. Une opération extérieure est limitée dans la durée, mais les installations françaises ne le sont pas. En 2014, l'opération Epervier a été fondue dans l'opération Barkhane. Les infrastructures françaises ont permis d'installer le QG de Barkhane à Ndjaména, donnant ainsi une place centrale au Tchad dans ce dispositif. En s'engageant dès 2013 aux côtés de l'armée française, puis en accueillant le siège de Barkhane, Déby a su se rendre incontournable tout comme la France l'a rendu incontournable. Le Tchad figure comme bon élève de l'engagement des pays sahéliens dans la lutte contre le terrorisme, alors même qu'il n'y a pas de groupes djihadistes sur son territoire. Tout de suite après la mort d'Idriss Déby, Jean-Yves Le Drian a réaffirmé l'« enjeu majeur » du Tchad dans la lutte contre le terrorisme (*France 2*, 22/04). Le maintien de la participation du Tchad a d'ailleurs été confirmé rapidement par le CMT puis par le premier ministre de la transition, Albert Padacké, lors de son entretien avec Le Drian le 18 mai à Paris. Le Tchad est en effet le pays du G5 Sahel qui a fourni le plus de troupes à la lutte contre le terrorisme : dès 2013, puis avec la MINUSMA et au sein de la force du G5 Sahel. L'envoi récent d'un bataillon de 1200 hommes pour la Force G5 Sahel a été longue et poussive. A la suite d'une attaque violente de Boko Haram contre l'armée tchadienne, Idriss Déby avait annoncé que plus aucun soldat tchadien ne participera à une opération en dehors du Tchad. Il faut dire que l'armée tchadienne est mobilisée sur différentes zones à l'intérieur et

à l'extérieur du pays. Plusieurs appels du pied, notamment de la France, ont montré l'attente pour l'engagement indispensable du Tchad au Sahel : l'armée tchadienne est la seule à pouvoir être autant mobilisée. Quelques jours avant le sommet du G5 Sahel à N'Djamena en février 2021, l'Élysée reconnaissait que des questions financières avaient été réglées...sans que les modalités soient précisées. Cet engagement dans la lutte contre le terrorisme a offert au Tchad une rente diplomatique et militaire, qui a consolidé et rendu intouchable le régime d'Idriss Déby, ce qui risque de se prolonger pour le CMT.

Mythe de l'armée tchadienne

Si l'armée tchadienne est présentée comme la plus importante et forte de la région, la composition de cette armée clanique et ses pratiques violentes représentent un danger pour la population et l'avenir du pays, comme le rappelle dans un rapport récent l'International Crisis Group (22/01/21). Cette armée aux contours flous d'environ 40 000 hommes est bien connue de l'armée française. Des accords de coopération (traité de 1976) encadrent formation, intégration de coopérants français à l'armée tchadienne. Pendant le règne d'Idriss Déby, plusieurs réformes ont eu lieu, pour lesquelles la coopération française a joué un rôle important : conseillers, coopérants, formation... L'armée tchadienne reste à deux vitesses. D'un côté les troupes d'élites, formées, équipées et de composition clanique, de l'autre, le reste des troupes, mal considérées. Le parcours de Mahamat Idriss Déby en est l'illustration : une ascension éclair dans l'armée et l'accès à un poste sensible, la direction de la DGSSIE très jeune. Cet état des lieux questionne sur les objectifs de la coopération et ses effets. En contribuant à former et renforcer une armée, la coopération française participe indirectement au mode de fonctionnement du pouvoir par les armes.

Lors des manifestations contre le CMT, des drapeaux français ont été brûlés et des slogans anti-français étaient brandis. La France s'enfoncé dans le soutien à une dérive dynastique, verrouille le champ politique et ignore les dynamiques internes au Tchad et régionales. Interventions militaires, coopération militaire et technique, politique étrangère et diplomatie, restent quasiment absents des débats publics en France, mais représentent pourtant des enjeux démocratiques majeurs, tant pour la France que pour le Tchad.

Emma Cailleau

SÉNÉGAL : LA FRANCE FACE À L'ANTI-IMPÉRIALISME

Début mars 2021, les entreprises françaises sont devenues les cibles d'une jeunesse sénégalaise en souffrance. L'arrestation le 3 mars d'Ousmane Sonko, président du parti Patriotes du Sénégal pour le Travail, l'Éthique et la Fraternité (PASTEF), a embrasé le Sénégal et montré un autre visage de ce pays considéré généralement comme un havre de paix. Du 4 au 8 mars, les manifestations ont rassemblé des milliers de jeunes, dans toutes les villes du pays. La répression a fait 11 morts (de 12 à 35 ans), et plus de 500 blessés.

À l'origine de l'embrasement, la mise en examen d'Ousmane Sonko pour viol suite à une plainte déposée par une salariée d'un salon de massage a été vécue par ses partisans comme un nouveau coup de force de Macky Sall contre un opposant politique. Pour les partisans du président du PASTEF, cette procédure judiciaire est simplement destinée à empêcher leur candidat de se présenter à la présidentielle de 2024.

Deux prétendants à la présidence de la République ont déjà connu un sort similaire. Karim Wade, un temps pressenti pour succéder à son père, fut incarcéré d'avril 2014 à juin 2016. Khalifa Sall, maire de Dakar, membre du Parti Socialiste, fut emprisonné de mars 2017 à septembre 2019. Tout deux restent privés de leur droits civiques depuis la grâce présidentielle qui a mis fin à leur détention. Pour une bonne partie de la jeunesse sénégalaise, Macky Sall a ainsi pris l'habitude d'écarter ses opposants les plus sérieux. Beaucoup sont descendus dans la rue contre cette confiscation du pouvoir. La détention préventive de militants tels que Guy Marius Sagna, Clédor Sène et Assane Diouf pour « organisation d'un mouvement insurrectionnel » fin février a renforcé cette rancœur vis à vis du pouvoir sénégalais.

Scandale pétrolier

Inspecteur principal des Impôts et des Domaines avant d'être radié en 2016 pour manquement au devoir de réserve, Ousmane Sonko a dénoncé dans un livre publié en 2018 les malversations de l'entourage du président autour du pétrole et du gaz au Sénégal. Il a porté un discours virulent sur ce thème dans la course à la présidentielle remportée dès le premier tour en février 2019 par Macky Sall devant Idrissa Seck, ancien premier ministre d'Abdulaye Wade. Ousmane Sonko finit troisième avec plus de 15 % des voix, séduisant la jeunesse du pays qui voit en lui un lanceur d'alertes.

Pendant la campagne, la question du pétrole sénégalais a pris une place importante du fait des déclarations de Thierno Alassane

Sall, ministre de l'Énergie entre 2014 et 2017, qui a démissionné pour ne pas participer à la signature d'un contrat avec Total. Il dénonçait alors la décision de Macky Sall d'attribuer l'exploration de deux blocs pétroliers au groupe français pourtant arrivé cinquième dans la procédure d'appel d'offres (www.itie.sn). Un choix que le président sénégalais justifiait devant son ministre par les liens historiques entre la France et le Sénégal : « Il a dit que la France nous accordait des prêts chaque fois que de besoin, donnant l'exemple d'un prêt de 100 millions d'euros, soit 65 milliards de francs CFA, obtenu à son arrivée au pouvoir en 2012, qui lui avait permis de payer les salaires des fonctionnaires. Sans cet argent, le pays aurait connu une crise majeure, selon lui » (*Mediapart*, 18/02/2019).

Mais Thierno Alassane Sall avance également une autre explication : le nom du frère du président apparaissait lié à une offre concurrente, celle de BP, et l'attribution du marché à Total permettait de ne pas attirer l'attention sur les compromissions du « clan Sall » dans la perspective de l'exploitation d'hydrocarbures. En juin 2019, un reportage de la BBC affirmait détenir la preuve du versement de pots-de-vins à Aliou Sall, frère du président, maire de Guédiawaye (4^e commune du pays située dans l'agglomération dakaraise) et directeur de la Caisse des Dépôts et Consignations du Sénégal. L'ancien premier ministre Abdou Mbaye y affirme même que « le conflit d'intérêt [était] manifeste. » (*Jeune Afrique*, 04/06/2019)

Une souveraineté revendiquée vis à vis de la France

Ousmane Sonko, élu député pour la première fois en 2017, a pris une stature de premier opposant à Macky Sall au cours de cette campagne présidentielle en dénonçant crûment la corruption des élites, la piètre gestion de l'État et l'inefficacité des services publics. Militant pour la sortie du Franc CFA, il dénonce les Accords de partenariat économique (APE) et les contrats léonins signés

avec des multinationales.

Il reproche à celui qu'il a qualifié de « bon préfet de "nos ancêtres les Gaulois" » au cours d'une visite d'Emmanuel Macron en 2018 (*Jeune Afrique*, 19/02/18) de ne pas défendre les intérêts de la population sénégalaise. Ousmane Sonko refuse de se satisfaire du taux de croissance élevé affiché par le Sénégal depuis quelques années. Il le qualifie d'extraverti, considérant que la croissance bénéficie plus aux entreprises étrangères qu'à la population. Il pointe régulièrement le surendettement du pays, considérant que finalement les Sénégalais se retrouvent avec les dettes quand les multinationales repartent avec les profits.

En effet, certaines entreprises françaises sont devenues les emblèmes de cette domination économique dénoncée sans relâche par le Front pour une révolution anti-impérialiste populaire et panafricaine (FRAPP) - « France Dégage ». Auchan, qui a ouvert une trentaine de magasins dans le pays depuis 2015, est devenu un symbole de la mondialisation, ses supermarchés venant concurrencer le petit commerce, notamment informel, qui fait vivre des dizaines de milliers de familles (*Jeune Afrique*, 04/07/18). Orange, qui détient 50 % des parts de marché des télécommunications, est vivement critiquée pour ses tarifs élevés par rapport à la piètre qualité du réseau. L'image de l'entreprise est particulièrement mauvaise du fait que sa position dominante fait suite à l'entrée de France Télécom dans le capital de la société publique de télécommunications, la SONATEL, en 1997 (*Jeune Afrique*, 08/08/20). Eifage, présente au Sénégal depuis la construction du port de Dakar en 1926, exploite l'autoroute à péage, un axe incontournable pour entrer dans Dakar. Jugée particulièrement coûteuse pour les usagers et toujours encombrée en heure de pointe, l'entreprise est régulièrement sous le feu des critiques depuis la mort dans un accident de la route d'un artiste célèbre dont la voiture avait heurté une vache sur l'autoroute en 2018.



Manifestation au Sénégal en mars 2021 (photo publiée sur la page Facebook du FRAPP-France Dégage le 8 mars 2021)

Avec Total, ces entreprises ont été particulièrement ciblées début mars par les manifestants qui exprimaient un ras-le-bol de cette omniprésence française, au cœur de la stratégie de Macky Sall.

Un Plan Sénégal Emergent aux accents français

Malgré la concurrence croissante de la Turquie, de la Chine ou de l'Inde, la France reste le premier investisseur au Sénégal : elle représente plus de 40 % du stock d'investissement direct du pays. Selon la direction générale du Trésor, elle est également son premier partenaire commercial avec 19 % de part de marché en 2019 devant la Chine (12 %). Ces échanges commerciaux s'avèrent particulièrement déséquilibrés avec des importations françaises au Sénégal qui représentent 10 fois plus que les produits et services sénégalais importés en France.

En août 2020, Macky Sall était l'invité d'honneur de l'université d'été du Medef, une première pour un président africain en exercice. Il y a lancé un appel aux entreprises françaises à venir investir au Sénégal (*Jeune Afrique*, 28/08/20). Deux jours auparavant, il était reçu par Emmanuel Macron pour bénéficier des soutiens français dans le cadre du Plan Sénégal Emergent (PSE). Cette stratégie nationale qui additionne les grands projets est la marque de fabrique personnelle de Macky Sall pour laquelle la France est devenue un allié de poids. L'Agence Française de développement (AFD) a contribué au financement à hauteur de 1 Md€ dans la première phase (2014-2018) et devrait atteindre un engagement équivalent dans la deuxième phase (2019-2023).

Le train express régional (TER) est un des projets phares du Plan Sénégal Emergent. Reliant le centre-ville de Dakar à la

nouvelle ville de Diamniadio et au nouvel Aéroport IBD, il est un fleuron de la politique de Macky Sall. Pour preuve, le président sénégalais s'est arrangé pour faire circuler ce train moderne une première fois en janvier 2019 juste avant l'élection présidentielle pour faire valoir ses compétences de bâtisseur. Plus de deux ans après, le train n'a toujours pas été mis en circulation.

Pendant les cinq jours d'émeutes, le TER a également été pris pour cible, en tant que nouveau symbole de l'omniprésence française au Sénégal. La France est le premier bailleur du projet (avec 310 M€ de financement direct) qui devient le fer de lance de la ville durable à la française, nouveau credo de sa stratégie à l'export. Une kyrielle d'entreprises hexagonales est impliquée (Eiffage pour la construction, Alstom pour le matériel roulant, Thalès pour la signalisation, la SNCF pour l'exploitation, SYSTRA pour l'ingénierie, etc.).

Une double crise

Malgré les discours, les conditions de vie de la population sénégalaise ne s'améliorent pas au rythme des investissements massifs réalisés dans le cadre du Plan Sénégal Emergent, et la crise du COVID a fortement fragilisé la stratégie du président sénégalais. Les perspectives de croissance sont revues à la baisse et le niveau d'endettement s'accroît rapidement. En 2020, la dette publique représente près de 64 % du Produit intérieur brut, un seuil inquiétant d'après le FMI qui a fait passer le Sénégal dans la catégorie des pays au risque de surendettement « modéré » et non plus « faible » (*RFI*, 22/02/20).

En frappant particulièrement l'économie informelle, la crise sanitaire a eu des impacts dramatiques pour une bonne partie de la population. Las, de nombreux jeunes séné-

galais tentent de s'exiler en quittant les côtes sénégalaises en pirogue pour les îles Canaries. En 2020, plus de 23 000 personnes ont ainsi débarqué sur les îles espagnoles, soit huit fois plus qu'en 2019. De nombreux drames ont ému la société sénégalaise ces derniers mois. Selon l'ONG Caminando Fronteras au moins 1 851 personnes ont perdu la vie dans la traversée (*InfoMigrants*, 29/04/21). Les réseaux sociaux sénégalais se sont particulièrement mobilisés pour rendre visible ces disparus dont le nombre est minoré par le gouvernement (*Le Point*, 16/11/20).

Un sentiment antifrançais ?

Les émeutes de mars 2021 ont conjugué les colères d'une jeunesse souffrant de la crise économique et qui voit la démocratie sénégalaise mise à mal par un président dont la politique libérale donne une place prépondérante aux intérêts français. Pour des Sénégalais de la classe moyenne, il est commun de recevoir son salaire sur un compte à la Société Générale ; de faire le plein de sa voiture dans une station Total, et conduire sur l'auto-route Eiffage ; d'appeler ses amis avec un téléphone Orange et de regarder Canal+ le soir à la maison après avoir fait ses courses à Auchan. Pour le sociologue Alioune Sall « Cela donne l'impression que les sociétés sénégalaises sont évincées. » (*Jeune Afrique*, 11/03/20)

Mais Guy Marius Sagna défend, dans sa lutte contre le néo-colonialisme avec acharnement la vision d'une Afrique souveraine et unie. Ousmane Sonko ne dit pas le contraire en affirmant « Il n'y a pas de sentiment antifrançais, il y a un sentiment pro-africain » (*Twitter*, 11/12/19).

Jules Mutijima

« QUEL EST LE PAYS QUI NE SOUHAITERAIT PAS ÊTRE LIBRE ? »

Le militant sénégalais Guy Marius Sagna, membre fondateur du Front pour une révolution anti-impérialiste populaire et panafricaine (Frapp–France Dégage), met en garde les progressistes du continent africain contre les « manœuvres de l'impérialisme et ses suppôts locaux ». Un Sénégal souverain, estime-t-il, ne pourra se faire « que dans une Afrique unie et souveraine ». Cet entretien est paru initialement sur le blog Médiapart de Florian Bobin.

Guy Marius Sagna, vous luttez depuis des années pour un Sénégal souverain : face au statu quo néocolonial prévalant depuis les indépendances, vous appelez à barrer la route aux ingérences étrangères par un « anti-impérialisme panafricain ». Vos prises de positions vous ont d'ailleurs valu de nombreuses intimidations, interpellations et séjours en prison. D'où vous vient cette conscience politique ?

J'ai eu la chance d'avoir un oncle, Ludovic Alihonou, qui était membre d'une des organisations de gauche, [Rassemblement des travailleurs africains – Sénégal], organisée dans le cadre d'un journal qui s'appelait Fernent (« L'Étincelle » en Wolof), en référence à l'Iskra, [organe du Parti ouvrier social-démocrate] de Russie. Ce sont donc ces militants de gauche – Birane Gaye, Assane Samb, Fodé Roland Diagne – qui ont pris en charge ma formation à partir de l'âge de 11-12 ans. Par la suite, s'y sont ajoutés des militants comme Alla Kane, Moctar Fofana Niang, Madièye Mbodj, Jo Diop, Malick Sy, Ousseynou Ndiaye, etc. Donc, depuis mes 11 ans, je ne suis jamais sorti des organisations de gauche, ni des échanges d'information dont j'ai bénéficié de militantes et militants de gauche. Nous sommes les héritières et les héritiers de nos glorieux prédécesseurs : de Lamine Ibrahima Arfang Senghor, Seydou Cissokho, Birane Gaye, les doyens Alla Kane, Dialo Diop à Cheikh Anta Diop. On peut remonter plus loin dans l'Histoire, avec Aline Sitoé Diatta, [Biram] Yacine Boubou, et même nos religieux résistants Mame [Cheikh Amadou] Bamba, Maba Diakhou Bâ. Étudier et lire des gens comme Omar Blondin Diop ne fera que nous donner les outils à travers lesquels nous pourrions mieux analyser l'Histoire, mais aussi et surtout le présent, et mieux nous guider pour sortir de la pauvreté et du sous-développement.

Quand vous êtes biberonné par la gauche, votre compréhension de la vie c'est que « du malheur de la majorité est fait le bonheur d'une écrasante minorité ». Pour

comprendre pourquoi il y a tant de sans-domiciles fixe et de pauvreté en France – cette France qui prétend nous aider alors qu'elle laisse des Français mourir de froid –, c'est parce qu'il y a un système qui s'appelle capitalisme, lequel système ne peut fonctionner que par l'oppression de la majorité dans les centres capitalistes et l'oppression de la majorité dans les périphéries du système capitaliste, pour parler comme Samir Amin. Voilà la vision de la vie que j'ai héritée de tous ces dignes prédécesseurs ; vision politique également que ce sont les peuples qui font l'Histoire, et qu'il faut inculquer à ce peuple-là que personne d'autre ne viendra le sauver, qu'il faut se battre et être aux côtés des différentes factions du peuple en lutte.

C'est pourquoi depuis des décennies, nous sommes aux côtés des animateurs polyvalents des cases des tout-petits [enseignants de la maternelle du public], des sans salaires. Mon premier emprisonnement était dans le cadre de cette lutte : cinq jours d'emprisonnement en 2012-2013 à Tambacounda [au Sud-Est du Sénégal], avec neuf enseignants des cases des tout-petits. Nous avons barré la route nationale de Tambacounda, après des mois de lutte restée vaine. Mais de 2012 à maintenant, il y a près d'un millier d'animateurs polyvalents des cases des tout-petits qui ont été formés et perçoivent des salaires grâce à ces luttes. Donc oui, seule la lutte libère. Nous avons aussi été aux côtés d'autres acteurs en lutte, des contractuels de la Senelec (Société nationale d'électricité du Sénégal), des travailleurs licenciés arbitrairement qui ont pu être recrutés à nouveau. Nous avons été aux côtés des travailleurs comme ceux du Centre d'appel PCCI [multinationale spécialiste des relations clients], restés quatorze mois sans salaire alors que les entreprises comme Orange, Tigo et Expresso continuent de payer PCCI, qui ne payait pas ses travailleurs. Et cette bataille a été gagnée. Nous avons été bastonnés, gardés à vue à plusieurs reprises dans le cadre de ce combat ; nous avons humé des grenades lacrymogènes.

Quand les grandes enseignes s'instal-

laient au Sénégal, que ce soit Auchan ou Carrefour, il n'y avait aucun texte qui organisait les grandes surfaces. Il a fallu que nous nous battions, que nous disions « Auchan dégage », avec bien sûr un contenu : nous avons demandé à l'État de suspendre leur implantation et de faire une étude d'impact de ce qu'en seraient les conséquences. Le contenu de « Auchan dégage », c'était aussi de faire les assises du commerce intérieur, pour voir ce qui n'a pas marché et pourquoi les marchés sénégalais sont comme ça : quelle est la part de responsabilité du citoyen, des communes, des commerçants, de l'État, comment avoir des marchés sénégalais qui répondent aux besoins des Sénégalais. Parce que ce n'est ni Lidl, ni Walmart, ni Leclerc, ni Auchan, ni Carrefour qui vont venir transformer le Sénégal : ils vont venir, écumer les bénéfices et ramener à l'étranger. Bien entendu, une bonne partie de nos peuples vont suivre ces bénéfices qui sortent de l'Afrique exsangue, et c'est ça la tragédie de l'immigration piroguère.

Les faits n'ont fait que renforcer ma vision. Les faits peuvent contredire la théorie, mais dans mon expérience personnelle, cette théorie, cette vision politique de la vie que j'ai reçue en héritage de mes dignes prédécesseurs, n'a fait qu'être confirmée, affinée par les faits de la réalité, tragique, du peuple sénégalais. On se bat tout en étant gramsciens, c'est-à-dire avoir le pessimisme de l'analyse : nous donnons des coups au système néocolonial, mais ce système néocolonial ne va pas rester inerte face à nos coups. Il n'acceptera pas qu'il puisse être ménagé comme ça. Tout en ayant le pessimisme de l'analyse que le néocolonialisme va tout faire – l'impérialisme va être de plus en plus féroce pour perdurer et demeurer –, avoir l'optimisme de la volonté. L'optimisme de la volonté, c'est de savoir que quel que soit ce que l'impérialisme fera, quel que soit ce que fera la mésalliance entre l'impérialisme et les Africains qui acceptent d'en être les valets, les peuples peuvent être assez forts, seront assez forts, pour pouvoir transcender cela, et finalement vaincre.

Les événements de mars 2021, ce soulèvement populaire exprimant un ras-le-bol généralisé de la jeunesse sénégalaise face à la gestion du pays par ses élites, illustrent les rapports de force que vous décrivez. Au cours du mois de février, avant même le 3 mars et la massification de la mobilisation, des dizaines de militants du parti Pastef-Les Patriotes, membres du mouvement Frapp – dont vous – et divers citoyens avaient été arrêtés et incarcérés pour leurs activités politiques. Quelle lecture faites-vous de la situation au Sénégal ?

Je pense que ce qui s'est passé récemment, c'est une jacquerie, une révolte, pas une révolution. Maintenant, plusieurs jacqueries, plusieurs révoltes peuvent mener à la révolution. Et une organisation comme le Frapp essaye de contribuer à l'avènement de cette révolution. Ce qui s'est passé récemment, c'est au moins deux choses. D'abord, c'est expressif du fait que le néocolonialisme, l'impérialisme, a peur parce qu'il y a au Sénégal une situation inédite. Jamais au Sénégal, depuis 1960, il n'y a eu de candidat faisant campagne contre le Franc CFA, contre les APE, contre les présences militaires étrangères – disons contre le système néocolonial. C'est la première fois en Afrique, dans les pays anciennement colonisés par la France, au moins en Afrique de l'Ouest, qu'un candidat a seize pourcents des voix en battant campagne contre l'impérialisme. Et je pense que le Président Macky Sall et l'impérialisme savent que si rien n'est fait fondamentalement, le cinquième Président s'appelle Ousmane Sonko, [c'est-à-dire] la victoire d'une famille politique anti-impérialiste. Ils comprennent le danger, ils savent que ceux-là qui se battent ont encore une grande marge de manœuvre et que les partis politiques sur lesquels l'impérialisme s'appuie sont beaucoup plus discrédités. Et ce discrédit va aller de mal en pire.

La deuxième chose à décrypter, c'est que la campagne d'éveil des consciences au Sénégal contre l'impérialisme a fait des bonds en avant. Cette manière de sortir dans la rue, de se mobiliser, elle est inédite au Sénégal, c'est du jamais vu. Et ça, c'est le résultat d'un travail auquel plusieurs organisations ont contribué ; des organisations dites nationalistes, patriotiques, panafricaines, anti-impérialistes. Nous, en créant le Frapp, nous avons dit : « nous voulons contribuer à mettre au cœur du débat politique, économique et social les questions de souveraineté – souveraineté économique, monétaire mais aussi populaire, démocratique ». Il faut transformer radicalement la relation entre l'Afrique et le reste du monde ; que l'Afrique

arrête d'être le fromage du reste du monde. Mais il faut également transformer les relations entre les peuples, les citoyens et les élites qui accèdent au pouvoir. Nous avons des États qui sont pris en otage par des élus, qui ne sont pas des serviteurs à cause du système politique.

Je crois que la démocratie, c'est au peuple de choisir : c'est soit dans les urnes, soit dans la rue. Pour moi, quand le peuple burkinabè chasse [Blaise] Compaoré du pouvoir [en octobre 2014], c'est la démocratie. Mais pour moi aussi, s'il arrive qu'un peuple chasse Macky Sall, et élise un panafricain par les urnes, c'est ce que je préfère, ça nous éviterait des morts. Mais tout le monde sait qu'une classe en tant que classe n'abdique jamais. Le membre d'une classe peut faire le suicide révolutionnaire, pour parler comme Amílcar Cabral. Mais une classe en tant que classe ne se suicide jamais. La bourgeoisie bureaucratique parasitaire sénégalaise, soumise à l'impérialisme en général, n'acceptera jamais de gaieté de cœur que le Sénégal bascule dans le camp du panafricanisme, de l'anti-impérialisme. La France impériale n'acceptera jamais que ses anciennes colonies sortent du pré-carré. Le Sénégal, c'est la « vitrine démocratique » de la Françafrique ; la Côte d'Ivoire, c'est la « vitrine économique » de la Françafrique. Nous sommes des piliers de la Françafrique. Si un seul de ces deux pays sort, la Françafrique s'écroule, le Franc CFA s'écroule. C'est ça l'enjeu. Donc des organisations comme Pastef ou le Frapp, c'est un danger.

La France, l'impérialisme en général, voit que ce pré-carré-là est en train de lui échapper. Et toutes ces dernières années, vous avez entendu la France institutionnelle, et ses relais en termes de presse, dire : « il y a un sentiment anti-français ». En réalité, il ne s'agit pas d'un sentiment anti-français, il s'agit d'un sentiment anti-impérialiste. Quel est le pays qui ne souhaiterait pas être libre ? Oui, nous avons une aspiration profonde à la liberté. Pas, contrairement à la France ou aux États-Unis, pour opprimer les autres peuples. Parce que les États-Unis ont été opprimés et ont dégagé la Grande-Bretagne, mais pour après opprimer le reste du monde ; la France opprime le reste du monde. Un anti-impérialiste, un panafricain conséquent, c'est celui qui veut être libre, souverain, mais pas pour opprimer les autres. Au contraire, travailler à ce qu'ils soient libres.

Malcolm X expliquait que quand le Noir commence à prendre conscience, la première étape est de détester le Blanc. Quand également des populations commencent à être anti-impérialistes, elles détestent les aspects extérieurs : d'où les saccages de Au-

chan, de Total, des symboles français. C'est le même processus. Ce n'est pas mauvais, mais il faut vite élever sa conscience au niveau extérieur pour comprendre qu'il y a des Blancs qui sont aussi opprimés que les Noirs, que c'est le même système et il faut justement refuser la division, la manipulation des couleurs – si je peux m'exprimer ainsi –, des sentiments religieux, ethniques, confrériques ou nationaux, pour fragiliser et diviser les travailleurs et les peuples en lutte. Quand les voix normales, ordinaires, conventionnelles n'arrivent plus à maintenir les travailleurs et les peuples, à leur faire accepter leur oppression, les oppresseurs – si vous étudiez l'Histoire de l'humanité – en sont toujours arrivés, au dernier moment, à utiliser la division par la manipulation des sentiments ethniques, religieux, confrériques et de couleurs de la peau. Pour qu'on en vienne, aujourd'hui, à empêcher les gens de regarder vers le néo-colonialisme et que le Peuhl en vienne à dire : « c'est toi, le Wolof, la cause de ma situation » ; que le Sereer utilise le Joola comme bouc-émissaire. C'est pour ça d'ailleurs que quelqu'un comme Karl Marx avait dit aux travailleurs blancs : « le travailleur blanc ne sera jamais émancipé tant que le travailleur noir sera opprimé ».

L'impérialisme et ses suppôts locaux – c'est-à-dire la bourgeoisie bureaucratique dirigée par le Président Macky Sall – vont manœuvrer. Je pense qu'en quelques sortes les religieux ont sauvé Macky Sall. N'eut été cela, il n'aurait peut-être pas passé une nuit [supplémentaire] au Sénégal. Mais avec la révolte de mars, c'est la première fois depuis très longtemps qu'un peuple africain d'un des États anciennement colonisés par la France fait barrage à la bourgeoisie bureaucratique au pouvoir contre un opposant. Regardez ce qu'il s'est passé en Côte d'Ivoire ou en Guinée. Les voix de la révolution, de la libération ou de l'émancipation sont insondables. C'était peut-être la bande d'annonce d'une prochaine lutte beaucoup plus importante. Pour moi, ce qui s'est passé récemment est une étape dans la très longue lutte du peuple sénégalais, qui a démarré depuis Lamine Arfang Senghor – pour ne pas aller plus loin – et les années 1950 avec ce qui s'en est suivi, la période de la clandestinité. C'est la énième étape. Et il y a de quoi avoir de l'espoir en ce peuple et cette jeunesse.

Propos recueillis par Florian Bobin et Maky Madiba Sylla

La suite de l'entretien est à retrouver sur le blog Médiapart de Florian Bobin

TUTELLE POSTCOLONIALE

Comment affirmer, 60 années après l'indépendance, que le Sénégal se trouve sous tutelle de la France au point de considérer ce pays comme l'un de ses territoires d'Outre-mer? La démonstration de Cheik Faye, actuellement professeur agrégé à l'Université du Québec, s'appuie sur un dossier très documenté.

Le livre s'ouvre par une approche historique des relations franco-sénégalaises, relations en "dents de scie", puisque tous les chefs de l'exécutif n'ont pas pratiqué la soumission avec autant de zèle. Dans les années 1960-62, avec une figure comme le président Mamadou Dia, la politique d'indépendance s'affirme avec la mise en place de coopératives paysannes pour un "développement endogène". Mais les tentatives de limiter le poids de la France sont brusquement interrompues quand, à partir de 1963, Senghor prend en main toutes les commandes de l'Etat, avec une tout autre politique : "les intérêts français d'abord". Abdou Diouf, son successeur, suit la même orientation. Les entreprises privatisées dans le cadre de l'ajustement structurel, sont avalées par des sociétés françaises : Bouygues, France-Télécom, Total, Accor et bien d'autres.

A partir de 2000, la politique de diversification menée par le président Abdoulaye Wade tend à réduire la présence française, mais en 2012, avec son successeur, Macky Sall c'est "le grand retour des entreprises françaises : la recolonisation économique".

Entreprises néocoloniales

Cheik Faye décrit l'offensive des entreprises françaises qui se déploient au Sénégal, et met en avant l'exemple du TER Dakar AIBD qui représente un véritable "jackpot"

pour les sociétés françaises : la fabrication de 15 rames de 4 voitures par Alstom, ENGIE, THALES, la construction des voies par EIF-FAGE, jusqu'à l'exploitation et la maintenance qui vont à la RATP et la SNCF. Le tout avec un prêt de 200 millions apporté par l'AFD (Agence française de développement). Un long développement est consacré à Total et décrit les facilités qui lui sont offertes.

Les pages suivantes détaillent la présence des entreprises françaises au Sénégal, leur poids relatif dans l'économie du pays, et aussi la manière dont les autorités sénégalaises facilitent leur implantation. Résultat, les 29 entreprises françaises les plus importantes ont réalisé en 2014 un chiffre d'affaires de plus de 2000 milliards de CFA, soit 40 % du chiffre d'affaires des 100 premières entreprises du Sénégal, et plus de 20 % du PIB. Peu de secteurs échappent à l'implantation française.

"Si tout cela est rendu possible, c'est parce qu'une partie de l'élite politique et administrative... s'est totalement inféodée aux intérêts français". Cheik Faye détaille ses accusations : mensonges et manipulations...forfaiture, situations de monopole, profits exorbitants, favoritisme...

Le business de l'aide

Quant aux institutions françaises, elles disposent d'un arsenal d'outils que Cheik

Faye présente brièvement : la diplomatie au service de l'économie française. " Le président Macky Sall a dit que la France nous accordait des prêts chaque fois que de besoin". L'AFD, « instrument de pénétration des marchés », permet aussi à l'Etat français de tirer profit des intérêts des prêts consentis. Cheik Faye cite le rapport de 2013 du sénat : "l'AFD a versé en dividende à l'Etat depuis 2004 un montant cumulé de 1,1 milliard d'euros".

L'auteur ne s'arrête pas au seul diagnostic de tutelle de la France. L'ouvrage se termine par un retour sur l'action du président Dia, au début des années 60, pour réduire l'assistance technique française et obtenir une vraie indépendance.

Ce livre constitue un solide dossier à charge, complété par de nombreuses annexes, appuyé sur les faits, avec un ferme point de vue anticolonial, mais sans discours idéologique. Une lecture très utile au mouvement pour une réelle indépendance.

Gérard Moreau

Tutelle postcoloniale, Le Sénégal, 13e territoire d'Outre-Mer de la France, Cheikh Faye, L'Harmattan, 2020, 190 p

SOUTENEZ-NOUS : ABONNEZ-VOUS !

Pour décrypter la politique de la France en Afrique, retrouvez chaque mois dans votre boîte aux lettres douze pages d'analyse critique des principaux faits de l'actualité franco-africaine. Billets d'Afrique est entièrement réalisé par des bénévoles, militants-e-s au sein de Survie, une association qui dénonce la Françafrique depuis 1984.

OUI, je m'abonne pour un an (soit 11 numéros) à Billets d'Afrique. Je renvoie ce bulletin complété, accompagné de mon paiement à : Survie - 21ter, rue Voltaire - 75011 Paris

OUI, je souhaite recevoir Billets d'Afrique au format numérique, par email, plutôt qu'en papier.

nom :

prénom :

adresse :

code postal :

ville :

email :

TARIFS

France : 25 €
Petits budgets : 20 €
Étranger et Outre-mer : 30 €